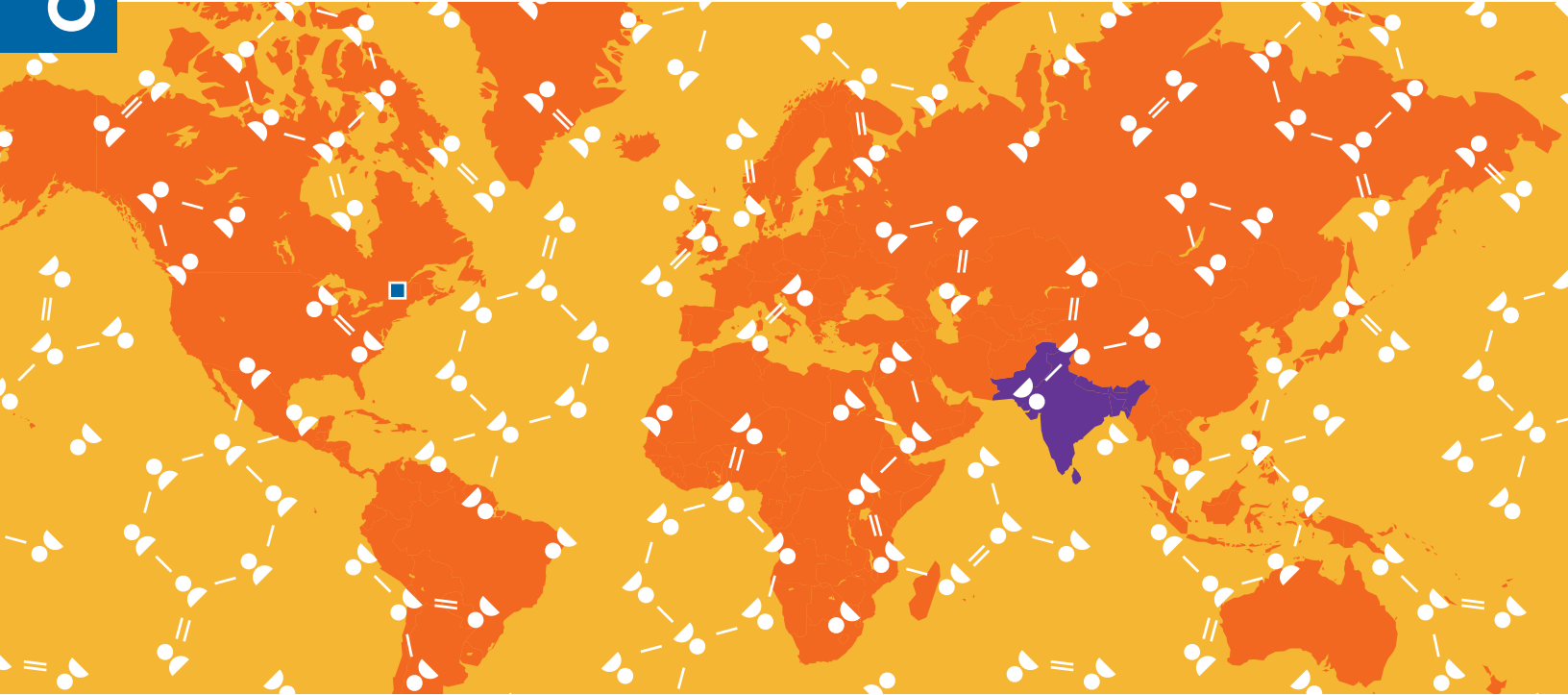


NOTES D'ANALYSE POLICY NOTES

Série du PRIAS



Le nationalisme hindou en Inde contemporaine : un défi considérable devant le nouveau gouvernement au pouvoir

Mathieu Boisvert

No. 001
2015|04

Pôle de recherche sur
l'Inde et l'Asie du Sud
UNE UNITÉ DU CÉRIUM



*Le nationalisme hindou en Inde contemporaine :
Un défi considérable devant le nouveau gouvernement au pouvoir*

Mathieu Boisvert,
Professeur, Département de sciences des religions, Université du Québec à Montréal
Directeur, Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora (CERIAS)
Membre, Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud

Note numéro : 001
Date de publication : avril 2015

Disponible en ligne sur le site du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM)
cerium.umontreal.ca

Les opinions et analyses exprimées dans la présente note ne représentent pas celles du PRIAS, du CÉRIUM ou du MRIF, leur direction ou leurs membres. Elles n'engagent que l'auteur.



Mise en contexte

Suite aux élections indiennes au printemps 2014, le Bharata Janatha Party (BJP) remporte une victoire écrasante avec 282 des 543 sièges de la Lok Sabha (chambre basse) du parlement indien. Depuis les trente dernières années, aucun parti n'a réussi à obtenir une majorité lui permettant de gouverner seul, sans alliance avec d'autres partis, la République indienne. Ceci étant dit, le BJP appartient tout de même à une coalition, l'Alliance nationale démocratique (AND), regroupant 22 partis distincts et possédant 336 des 543 sièges. La victoire du BJP lors des dernières élections est particulièrement significative puisque près de 531 millions d'électeurs – soit plus de 66% de la population éligible – se sont rendus aux urnes; près de 39% de l'ensemble des électeurs indiens ont voté pour l'un des partis de l'AND.

La campagne électorale de M. Modi était exclusivement axée sur la prospérité économique du pays et l'importance de positionner l'Inde comme acteur économique international. M. Modi, avant son élection comme premier ministre indien, était *chief minister* de l'état du Gujarat et est connu comme ayant permis à cet état à accéder à une notoriété nationale en termes de développement économique. Nous ne pouvons ici contester les chiffres liés développement économique de l'état; le produit intérieur brut du Gujarat est comparable aux autres états indiens les plus développés, tels le Maharashtra et le Tamil Nadou. Nous ne pouvons cependant passer sous silence d'autres indicateurs pouvant être liés au développement. Nous remarquons entre autres que le niveau de scolarité et l'accès aux soins de santé sont de loin inférieurs à ceux du Maharashtra et du Tamil Nadou. Tout de même séduite par cette plateforme économique et l'agressive campagne médiatique, la population indienne a massivement porté au pouvoir le BJP en mai 2014.

L'un des objectifs du BJP est de « recréer » une Inde hindoue. Le nom Bharata Janata Party fait référence au peuple (*janata*) de Bharat, cette Inde mythique telle que représentée dans les grandes épopées hindoues que sont le *Mahābhārata* et le *Rāmāyāna*. Dans le préambule de sa propre constitution, l'Inde se définit comme une république démocratique, socialiste et laïque. La section III de cette même constitution souligne l'importance attribuée à la liberté religieuse (en termes de conscience, de confession, de pratique et de propagation de celle-ci). Une telle liberté est sans conteste nécessaire pour un fonctionnement harmonieux d'une population religieusement diversifiée : bien que près de 80% de la population indienne soit hindoue, près de 13,5% des habitants indiens sont d'allégeance musulmane – constituant ainsi plus de 160 millions d'habitants –, 2,3% de chrétiens – plus de 27,5 millions d'habitants – près de 2% de sikhs – presque 24 millions d'habitants. Le reste de la population se divise entre bouddhistes – essentiellement dans la région himalayenne et dans l'état du Maharashtra –, jaïns, parsis et autres. Une Inde hindoue exclurait donc près de 20% de sa population! L'objectif de cette note est donc de comprendre l'émergence historique, les déclinaisons actuelles et les défis futurs que représente ce nationalisme hindou en Inde.

Le nationalisme et le fondamentalisme religieux sont deux concepts bien distincts. Il n'est pas rare cependant que l'un et l'autre soient intimement liés, que ce soit aux États-Unis, au Pakistan ou en Inde. Afin de comprendre ces deux notions et leur articulation dans le contexte indien, il importe de faire un bref retour historique qui nous permettra de contextualiser l'émergence, de saisir l'évolution et d'appréhender les manifestations contemporaines du nationalisme indien et du fondamentalisme hindou.

Retour historique : la période coloniale et les pères du nationalisme hindou

Dès le XVIII^e siècle, les Britanniques, utilisant leur pratique de « diviser pour régner », contribuèrent à créer en Asie du Sud une scission entre les diverses communautés religieuses qui, bien que différentes, cohabitaient en harmonie relative. L'instauration de deux codes civils distincts, hindou et musulman, n'en est qu'un exemple. Cependant, vers la fin du XIX^e siècle, cette distinction fut reprise et alimentée par plusieurs leaders nationalistes hindous qui mirent de l'avant l'identité religieuse comme une force pouvant mobiliser la population contre la puissance coloniale.

Bal Gangadhar Tilak (1856-1920) est l'un de premiers nationalistes hindous. Avocat, enseignant et journaliste, il était perçu par les Britanniques comme étant le « père de l'insurrection indienne ». Afin de mobiliser les foules alors que la Couronne avait interdit tout rassemblement populaire à des fins politiques, Tilak utilisera la fête du dieu Ganesh pour promouvoir devant de grandes foules un message explicitement politique mettant l'accent sur la notion de *svarāj*, « l'auto-gouvernance ». Il fut l'un des pionniers du mouvement *home rule*. Bien qu'utilisant le religieux à des fins politiques, son objectif était avant tout l'indépendance.

Vinayak Damodar Savarkar (1886-1966) fut pour sa part le premier à utiliser le terme *hindutvā* (« hindouité »), terme qui deviendra marqueur de plusieurs mouvances politiques contemporaines tel le BJP, le RSS, le VHP, le Shiv Sena et autres. L'objectif de Savarkar était de rallier la majeure partie de la population du sous-continent sous cette bannière identitaire. Savarkar étant rationaliste et positiviste, l'*hindutvā* était avant tout pour lui un sentiment d'appartenance à une culture sud-asiatique dans laquelle le système des classes et des castes (*varṇa* et *jāti*), propre à l'hindouisme, n'avait pas en soi de raison d'être, mais permettrait de créer un pays hindou. Il militait également pour la reconversion des hindous s'étant tournés vers le christianisme ou l'islam. Radicalement opposé à la partition du sous-continent, en 1947, il fut accusé de participation à l'assassinat de Gandhi, mais sera acquitté faute de preuves.

Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) est généralement perçu comme le « père de la nation indienne » et est connu pour le mouvement de désobéissance civile qu'il représentait. En 1921, il devint le leader du Congrès national indien, un regroupement civil et politique d'intellectuels indiens créé en 1885 afin d'entrer en dialogue officiel avec le gouvernement britannique et qui devint le principal parti politique à partir de l'indépendance, en 1947. À l'instar de Tilak, le concept de *svarāj* était le fondement de l'activisme de Gandhi; autour de celui-ci, cependant, gravitaient d'autres concepts tels *satyāgraha* – « s'accrocher à la vérité » – et *ahimsa* – « non-violence ». Ce sont ces deux concepts d'origine explicitement hindoue qui transformèrent la plateforme de Gandhi en une idéologie percutante. *Satyāgraha* devait être le fondement profond de sa doctrine. L'une de ces « vérités » à laquelle il faut s'accrocher est justement l'autodétermination des peuples, des nations, réifiant ainsi le *svarāj* de Tilak. D'autre part, la notion d'*ahimsa* sous-entend que la lutte pour parvenir aux objectifs doit être virulente, engagée, omniprésente, mais nécessairement non-violente. Ces concepts gandhiens, d'origine sanskrite et strictement hindoue, auront une incidence directe sur l'avenir de la région. Le charisme de Gandhi permit de mobiliser des millions d'individus dans la lutte pour l'indépendance. Quelques mois après celle-ci, le 30 janvier 1948, il fut toutefois assassiné par Nathuram Godse, lui-même membre du RSS, un groupe paramilitaire nationaliste et

fondamentaliste hindou fortement opposé à la partition du sous-continent et à la création du Pakistan, toutes deux acceptées par le Congrès national indien de l'époque.

Un autre courant qui permet de mieux comprendre la tension entre hindous et musulmans est celui incarné par Muhammad Ali Jinnah, créateur de la Ligue musulmane panindienne, en 1913, parti qu'il dirigea jusqu'à la création du Pakistan. Jinnah promouvait initialement l'unité entre hindous et musulmans dans le combat contre le colonialisme britannique. Cependant, en 1920, il se retira du Congrès national indien lorsque celui-ci accepta que les principes de *satyagraha* et d'*ahimsa* de Gandhi dominent dans sa plateforme; il estimait en effet qu'ils étaient empreints d'une idéologie fondamentalement hindoue et religieuse ralliant des foules ferventes souvent très favorables à l'*hindutva* proposé plus tôt par Savarkar. Devant l'ampleur du mouvement gandhien, il opta pour la création d'un État distinct; c'est ce que prônait la résolution de Lahore de 1940, adoptée par les membres de la Ligue musulmane. La création de l'Inde et du Pakistan, en 1947, l'exode massif qui s'ensuivit et les massacres de chaque côté de la frontière ne firent qu'alimenter l'opposition, en territoire sud-asiatique, entre les deux identités, hindoue et musulmane.

C'est dans ce contexte que fut élaborée la Constitution de l'Inde entrée en vigueur le 26 janvier 1950. Les premières lignes du préambule affirment que le peuple de l'Inde vient de créer une république socialiste, démocratique et laïque qui se doit de protéger la liberté de pensée, d'expression, de culte, de croyance et de pratique de l'ensemble de ses citoyens. Le pays nouvellement formé se dote ainsi d'un outil juridique afin d'instaurer une nouvelle dynamique entre hindous et musulmans, bien entendu, mais également entre croyants de toute confession religieuse : la nouvelle république laïque indienne en sera une inclusive et pluraliste.

Les lois anticonversion

Tel que mentionné préalablement, le préambule de la constitution indienne présente la République comme un État laïc; la section III de cette même constitution souligne l'importance attribuée à la liberté religieuse (en termes de conscience, de confession, de pratique et de propagation de celle-ci). Paradoxalement, deux projets de loi discutés au parlement central (fédéral) en 1954 et 1960 – respectivement le *Indian Conversion (Regulation and Registration) Bill* et le *Backward Communities (Religious Protection) Bill* – mettaient de l'avant des mesures interdisant les conversions religieuses « forcées ». L'objectif premier de ces deux projets était de mettre terme à l'influence prosélytique de certains missionnaires chrétiens toujours présents sur le territoire de la République. Le premier ministre de l'époque, Jawaharlal Nehru, utilisa son droit de veto pour empêcher l'adoption de ces projets de loi, et ceci en raison de la difficulté de définir les concepts clés, particulièrement celui de « conversion forcée ». Dans les années qui ont suivi, cependant, cinq états adoptèrent un projet de loi semblable; ainsi, l'Odisha, le Madhya Pradesh, le Chhattisgarh, le Gujarat et l'Himachal Pradesh ont maintenant tellement de contraintes légales liées à la conversion que celle-ci est pratiquement impossible au sein de l'état.

Le « nouveau » nationalisme hindou

Dans les années 1980, un nouveau parti politique indien naquit, le Bharatiya Janata Party (BJP). Celui-ci, à l'instar de Savarkar jadis, incarne la droite fondamentaliste et promeut la création d'une Inde hindoue. L. K. Advani, le président du BJP à la fin des années 1980, fut d'ailleurs l'un des acteurs-clés des événements d'Ayodhya. Cette ville au nord de l'État indien de l'Uttar Pradesh est perçue par les hindous comme étant le lieu de naissance du dieu Rama, le héros de la grande épopée millénaire qu'est le *Rāmāyāna*. Advani devint populaire en insistant sur le fait que la mosquée Babri, construite par le premier empereur moghol Babur, fut érigée là où est né Rama lui-même et où se trouvait initialement un temple hindou en son honneur. Le devoir de tout hindou, donc, était de démolir ce symbole colonisateur [musulman] et reconstruire le temple original de Rama. À cette fin, Advani et son équipe élaborèrent en septembre 1990 un « pèlerinage du chariot » (*rath yātra*); une procession motorisée – à laquelle participèrent Advani et M. Modi, premier ministre actuel de l'Inde – traversa plus de 1,000 villages indiens, du nord au sud, de l'est à l'ouest, incitant les villageois à participer activement à la construction du nouveau temple à Rama et, incidemment, à la démolition de la mosquée Babri. On demandait alors à chaque village de fournir une brique sur laquelle était marqué le nom du village. Toutes ces briques, reflétant l'ensemble des villages indiens, seraient utilisées pour la reconstruction du temple. Quel brillant stratagème pour fédérer les villages et permettre cette identification villageoise symbolique au nouveau temple qui serait sous peu construit. Bien que sa rhétorique politique juxtaposait histoire et mythologie, la stratégie d'Advani fut un succès : des milliers d'hindous, devancés par des groupes de *sadhus* – ascètes, moines hindous – convergèrent vers Ayodhya en 1992 et détruisirent le monument historique. Les musulmans de toute l'Inde furent profondément choqués.

En 2002, alors que plusieurs pèlerins hindous venaient de se réunir afin d'encourager la construction d'un temple en l'honneur de Rama, un train de pèlerins revenant d'Ayodhya prit feu; 58 personnes périrent sur le Sabarmati Express. Certains accusent les musulmans d'avoir attaqué le train; d'autres suggèrent plutôt un accident technique. Plusieurs affirment que le premier ministre du Gujarat de l'époque, Narendra Modi, incita les hindous du Gujarat à riposter, et plusieurs centaines de musulmans furent assassinés. Après cet événement, Modi fut déclaré *persona non grata* en Angleterre et aux États-Unis. En 2012, un comité spécial de la Cour Suprême indienne blanchi M. Modi de toute accusation liée à ce dossier. Ceci étant dit, la proximité de M. Modi avec les factions hindoues plus extrémistes que sont le RSS – Rashtriya Swayamsevak Sangh, une organisation panindienne, nationaliste et fondamentalement hindoue – et le VHP – le Vishwa Hindu Parishad, organisation semblable au RSS, dont les principes de l'*hindutvā* sont à la base – est hors de tout doute. Fraîchement élu premier ministre de l'Inde, le 16 mai dernier, Modi, maintenant chef du BJP, a toutefois dû modérer ses ardeurs nationalistes hindoues afin de rassembler une population plus large et diversifiée pour se faire élire.

La campagne électorale du BJP et les mois qui suivirent

Lors de la récente campagne électorale, le discours du BJP était paradoxal. Modi, omniprésent dans les médias, s'est présenté comme étant ouvert aux autres traditions religieuses, affirmant toutefois que son parti, une fois élu, ne soutiendrait qu'une seule religion, qu'un seul credo et qu'un seul livre sacré : ceux que représentent la nation et la Constitution indiennes. Dans une même optique, à quelques reprises, lorsque convié à des rassemblements politiques organisés

par des regroupements sikhs et parsis, Modi a accepté de porter, pour la durée de l'événement, le turban sikh ou le chapeau traditionnel parsi. Cependant, lors d'une rencontre ultérieure organisée par un groupe musulman, il a catégoriquement refusé de porter le *tobi* ou *takiya* musulman. Cette timide ouverture du leader du BJP à l'égard des traditions autres que l'hindouisme – mais excluant l'islam, qui est pourtant la 2^e religion de l'Inde avec plus de 160 millions de musulmans – pourrait toutefois n'être qu'une stratégie afin de rallier des appuis plus larges. La majorité des candidats du BJP ne semble pas partager cette ouverture, comme en témoigne le commentaire de Giriraj Singh, leader du parti dans l'État du Bihar, à l'effet que ceux qui ne voteront pas pour Modi pourront se réfugier au Pakistan.

Les trois mois qui suivirent le couronnement de Modi furent relativement paisibles sur la scène du communautarisme indien. En Septembre 2014, cependant quatre Dalits (intouchables) se sont convertis à l'islam à Shivpuri, dans le Madhya Pradesh. Leur objectif était de quitter une tradition religieuse qui soutient l'intouchabilité et, par le fait même, une inégalité sociale innée; l'islam est, selon eux, une tradition plus égalitaire. Légalement, selon le *Madhya Pradesh Freedom of Religion Act*, cette conversion aurait dû être approuvée au préalable par le gouvernement de l'état. Non seulement ces quatre individus ont été arrêtés et emprisonnés, mais des activistes du Vishva Hindu Parishad et du Bajrang Dal se sont assuré qu'ils se reconvertissent à l'hindouisme. Présentement, au Madhya Pradesh, plusieurs demandes de conversion ont été déposées et sont en attente de traitement – le gouvernement reporte constamment la prise de décision. Les mêmes organisations nationalistes hindoues mentionnées ci-haut prônent des mesures radicales – telle la destruction des récoltes, le retrait du droit de propriété – qui seraient mises en place contre les Dalits qui oseraient se convertir à l'islam dans le futur. Cette interdiction de conversion, au Madhya Pradesh, semble être applicable que lorsque l'on se convertit de l'hindouisme vers une autre tradition.

Au même moment, le Vishva Hindu Parishad et le Rashtriya Swayamsevak Sangh mettent de l'avant de façon beaucoup plus agressive la notion de *ghar vāpsī*, soit de « retour à la maison ». Cette expression fait référence à des « reconversions » de non-hindous à l'hindouisme. Il importe ici de souligner que ce mouvement de *ghar vāpsī* cible non seulement les gens qui se seraient eux-mêmes convertis à une tradition autre que l'hindouisme – une minorité –, mais également l'ensemble des indiens et indiennes de confessions musulmane et chrétienne dont les ancêtres se seraient convertis; pour les chrétiens cette conversion daterait de la période coloniale et, pour les musulmans, à partir du 9^e siècle. Mis à part les sikhs, bouddhistes et jâins – considérés hindous par les hindous – toute autre confession se doit de « revenir à la maison ».

Depuis l'automne 2014, des articles quotidiens inondent la presse écrite et les médias électroniques indiens; l'ensemble de la population se sent concernée – pour ou contre – par cette mouvance de plus en plus présente. En novembre et décembre 2014, le RSS et le VHP ont organisé plusieurs événements publics de « reconversion » de masse au Kerala et à Goa (les deux états indiens où la proportion de chrétiens est la plus élevée); l'un d'entre eux a même pris place le 25 décembre. D'août à décembre 2014, près de 8,000 individus – principalement musulmans – ont été reconvertis à l'hindouisme sous l'égide du programme *ghar vāpsī*; la majorité de ces cérémonies de reconversion de masse étaient organisées par le VHP. Le 8 décembre 2014, le RSS a organisé un événement semblable à Agra permettant la « reconversion » de 250 musulmans. En février dernier, Sadhvi Prachi Arya, l'une des dirigeantes du VHP, a affirmé que cette mouvance du *ghar vāpsī* continuerait jusqu'à ce que les 150 millions (15 crores) d'individus – selon elle – qui ont quitté l'hindouisme suite à l'indépendance de l'Inde

soient reconvertis. Dans les jours qui ont suivi, l'un des membres du parlement et député BJP, Yogi Adityanath, a affirmé que cette mouvance continuerait jusqu'à ce que le gouvernement fédéral adopte une loi panindienne anti-conversion. Afin de d'augmenter l'appui de l'ensemble de la population hindoue, le chef du RSS Mohan Bhagwat a déclaré à la presse que l'objectif sous-jacent de la Mission de Mère Thérèse n'était pas l'aide directe aux pauvres, mais en était plutôt un de conversion au christianisme. Le lendemain, le Shiv Sena publiait dans son journal interne *Sāmna* que l'interprétation de Bhagwat était juste et que ceci serait utile afin de fortifier le mouvement de *ghar vāpsī*. Inutile de souligner que tout ceci place les communautés religieuses ciblées, soit les chrétiens et les musulmans, sur un qui vive et que ces dernières se reconnaissent de moins en moins dans cette Inde de plus en plus hindoue.

En juillet 2014, Sakshi Maharaj, également membre du parlement et député BJP, a affirmé que Nathuram Godse, l'assassin de Mahatma Gandhi dont nous parlions précédemment, était un patriote. Ce n'était pas la première fois que Sakshi Maharaj – appartenant à une confrérie ascétique hindoue – occupait la première page des médias indiens. Il a été accusé d'avoir fomenté la destruction de la mosquée de Babri en 1992; il a été incarcéré à quelques reprises pour des accusations de viol; il a également été accusé en 2013 d'avoir tué au revolver l'une de ses disciples. Faute de preuve, aucune de ces accusations n'a été retenue. Suite à son affirmation de juillet dernier, Sakshi Maharaj a dû se rétracter, affirmant que ses mots ne traduisaient pas sa pensée et qu'il avait erré dans un discours plus spontané que préparé. Malgré ceci, dans les jours qui suivirent, l'Akhil Bharatiya Hindu Mahasabha exigea du gouvernement central que soient érigées, à plusieurs endroits en Inde, des statues de Nathuram Godse, car ce dernier n'aurait pas tué le père fondateur de la nation indienne, mais plutôt celui de la nation pakistanaise – Gandhi étant ainsi blâmé pour la partition du sous-continent et la création d'une république musulmane. Ici, à nouveau, la rhétorique de certaines mouvances d'extrême droite hindoue favorise la consolidation d'un nationalisme religieux en Inde et vient à ostraciser près de 160 millions de citoyens indiens de confession musulmane.

Ces mêmes factions d'extrême droite, qui soutinrent l'élection du BJP en mai dernier, font pression sur le gouvernement central pour que celui-ci 1) retire à l'état du Cashmire son statut distinct – un genre de souveraineté-association insérée à même la constitution indienne, Article 370, 2) élimine les deux codes civils, hindou et musulman, faisant loi sur l'ensemble du pays et remplace ceux-ci par un seul et unique « commun law » – dont les fondements seraient plus en lien avec l'ancien traité légal hindou du 1^{er} siècle de l'ère chrétienne, le *Manusmṛiti*, plutôt que des fondements laïcs indépendants de toute confession – et 3) qu'il reconstruise « finalement » le temple de Rama là où s'élevait la mosquée Babri. Ceci, couplé avec la mouvance de plus en plus prégnante depuis mai 2014 du *ghar vāpsī*, fait en sorte que l'Inde devient une république bipolaire : d'une part, une majorité hindoue, de plus en plus mue par un sentiment nationaliste religieux, et, d'autre part, « les autres », constitués principalement de musulmans, qui se reconnaissent de moins en moins dans ce nouvel idéal national.

Il faut souligner que ces factions nationalistes hindoues ne représentent qu'une portion de l'ensemble de la population indienne. La grande majorité des Indiens sont tolérants et partagent harmonieusement le territoire du village, de la ville ou du district qu'ils habitent. Certains sont plus religieux et les croyances et pratiques de leur tradition structurent leur quotidien jusqu'aux menus détails; pour d'autres, la religion n'est qu'une identité de référence, sans grand impact sur leur existence. Nous constatons cependant une augmentation non négligeable du nationalisme hindou.

En mai dernier, Narendra Modi et son parti remportèrent une écrasante victoire politique grâce à une plateforme économique et néolibérale. Indépendamment des stratégies de développement économiques qui seront préconisées, la seule façon d'assurer la faisabilité d'une telle prospérité est d'assurer une paix relative à l'intérieur même du pays. Si la majorité hindoue est dressée contre une minorité – démographiquement impressionnante – de musulmans et de chrétiens, les tensions intercommunautaires qui seront présentes au sein de la République indienne ne permettront pas l'instauration d'un développement économique stable et bénéfique à l'ensemble des citoyens.

Tendances et enjeux à surveiller

La principale menace de l'Inde actuelle est le communautarisme. Afin de pouvoir mener à terme le mandat qu'ils se sont explicitement fixé, Narendra Modi et son parti doivent nécessairement se positionner contre ce nationalisme hindou effréné et réunir l'ensemble de la population indienne, toute allégeance confessionnelle confondue, dans ce désir de se doter d'un pays prospère, mais également, comme le voulaient les pères fondateurs de la nation, démocratique et laïc.